

Questionnaire

Présentation du questionnaire :

Pour accompagner et sécuriser son utilisation des logiciels libres, l'État dispose d'un support sur un très large périmètre de logiciels libres. Pour les versions de logiciels inscrites au support, il s'agit en cas de dysfonctionnement de rétablir dans un premier temps le fonctionnement du logiciel puis d'apporter une réponse définitive aux dysfonctionnements, cela dans des délais contraints. Les réponses apportées peuvent être un conseil d'usage, un meilleur paramétrage, mais aussi la mise en place sur la version de l'administration d'un correctif connu (backport) ou original. Les correctifs originaux créés à cette occasion sont reversés à la communauté en charge du logiciel libre (obligation de moyen).

Cette activité répond aux grands principes suivants :

- Le support est sans limites de tickets
- Sur un périmètre de logiciels libres limité en nombre et en version (3 au maximum)
- Et capable d'évoluer trimestriellement avec des entrées/sorties de logiciels ou de versions de logiciels

Dans le cadre du renouvellement de ce support, l'objet de cette fiche est d'étudier les capacités du marché à assurer le support des logiciels libres utilisés par l'état.

Cette première réflexion s'inscrit dans un agenda permettant aux acteurs économiques d'échanger avec la sphère étatique fin 2019.

Le « sourcing » est défini comme la possibilité pour un acheteur « d'effectuer des consultations ou réaliser des études de marché, de solliciter des avis ou d'informer les opérateurs économiques du projet et de ses exigences » afin de préparer la passation d'un marché public (article 4 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016). Dans le cadre de cette phase préalable de sourcing visant à établir un état des lieux du marché fournisseur, nous souhaiterions obtenir de votre société les informations listées ci-après.

Une réponse écrite est attendue **au plus tard pour le 29 novembre**. Celle-ci doit être envoyée à rfi-sll.dae@finances.gouv.fr.

Le formalisme de la réponse est dirigé, mais libre. Les canevas ci-après pourront donc être complétés de documents tiers synthétiques que vous jugerez utile de communiquer. Si, malgré les commentaires joints au texte, des zones de floues persistent, contacter rfi-sll.dae@finances.gouv.fr en exposant clairement vos points d'interrogation.

À la suite de l'analyse des réponses, et à la discrétion de l'État, une invitation à venir présenter ces éléments courant décembre pourra vous être envoyée.

1) Structure juridique et moyens de l'entreprise

- Quelle est la structure juridique de votre entreprise, la localisation du siège et la composition du capital ?
- Quelle est la moyenne sur les trois dernières années de votre chiffre d'affaires annuel en valeur, en lien avec le support d'un large éventail de logiciels libres et en pourcentage par rapport au chiffre d'affaires global ?
- Quel est votre effectif moyen mobilisé sur une activité de support ?

2) Relation avec les communautés Open Source

- Effectif de l'entreprise membre d'une communauté d'un logiciel libre
 - Au titre de développeur
 - Au titre de « commiter » (droit d'écriture sur le dépôt de code)
 - Au titre de lead développeur ou release manager

3) Domaines techniques

Voici une liste des domaines pour lesquels l'administration souhaite sécuriser son utilisation des logiciels libres (indépendamment des environnements d'exécution, distribution Linux...) :

- Noyau Linux,
- Infrastructure (proxies, annuaires, DNS...)
- Base de données (PostgreSQL, MariaDB, MySQL...)
- Messagerie (postfix, Cyrus IMAP...)
- Serveur de fichiers (Samba, NFS, GSF...)
- Serveur web (Apache, Nginx...)
- Technologie Java (JDK, Eclipse, Tomcat, Jakarta...)
- Technologie PHP / Drupal
- Base de données (PostgreSQL, MariaDB...)
- Supervision (Nagios, Centreon...)
- Bureautique LibreOffice
- Mozilla (Firefox, Thunderbird)
- Collaboratif (Bugzilla, Sympa, limesurvey...)
- Décisionnel (R, Pentaho, Talend,
- Autres ? Détaillez.

Est-ce que vous savez répondre sur l'ensemble de ces domaines ? En direct ? En indirect ? Via des alliances ou autres ? Quels sont les domaines qui vous empêchent de répondre sur l'ensemble en direct ou en indirect ?

4) Relations de partenariat

- L'entreprise a-t-elle formalisé des relations de partenariat avec d'autres acteurs du logiciel libre ?

5) Participation aux événements communautaires

- L'entreprise participe-t-elle à des événements liés aux logiciels libres ? A quels événements contribuez-vous ?

6) Offres de services

- L'entreprise dispose-t-elle d'une offre de support « standardisée » pour les logiciels libres ?
- Indiquer les inducteurs de coûts et les modèles économiques vous permettant de vous financer (éventuellement présenter leurs avantages/inconvénients)
- Indiquer vos forces/faiblesses par rapport aux offres de support de vos concurrents

7) Performance sociale et environnementale de vos prestations

- Volet social :
 - Avez-vous connaissance ou avez-vous déjà mis en œuvre dans le cadre de marchés publics ou privés des dispositifs d'insertion de publics éloignés de l'emploi ? Si oui, quel retour d'expérience pouvez-vous en faire ?
 - Avez-vous connaissance ou avez-vous déjà mis en œuvre dans le cadre de marchés publics ou privés d'autres dispositifs sociaux ? Si oui, merci de les présenter et d'en faire un retour d'expérience.
 - Votre offre comporte-t-elle des caractéristiques permettant l'accessibilité des personnes en situation de handicap ? Si oui, merci de les décrire. Dans le cas contraire, des évolutions sont-elles possibles ?
- Volet environnemental :
 - Les prestations que vous proposez prennent-elles en compte la réduction des impacts sur l'environnement ? Si oui, pouvez-vous décrire les caractéristiques correspondantes ?